



Monsieur le Maire

à

Monsieur Emmanuel MACRON  
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE  
Palais de l'Élysée  
55 rue du Faubourg-Saint-Honoré  
75008 Paris

**OBJET :** SERVICES PUBLICS DE PROXIMITÉ - PÉTITION

**N/RÉF. :** AM.IG – 172.2018

Affaire suivie par : **SECRETARIAT GÉNÉRAL**

---

Monsieur le Président de la République,

Je vous transmets dans le document ci-joint la pétition signée depuis décembre 2018 par 1 440 Hendayais.

Ces signatures ont toutes été recueillies dans le hall de l'Hôtel de Ville d'HENDAYE sans qu'il soit pour cela besoin de faire du prosélytisme dans différents lieux publics. Cette pétition, lancée avant même votre initiative sur le Grand Débat, rend compte de la situation particulière à laquelle est confrontée notre commune. Commune de 17 000 habitants, 22 316 en population DGF, et surclassée dans la strate 40 à 80 000 habitants, HENDAYE fait face à un désengagement constant des services publics, bien que 5<sup>e</sup> ville du département et 4<sup>ème</sup> du Pays Basque.

Au traumatisme causé par l'ouverture des frontières et la fin du dédouanement il y a maintenant 25 ans, sont venus s'ajouter le transfert du commissariat de police vers Saint-Jean-de-Luz, dernièrement la fermeture de la Trésorerie Principale ainsi que d'un des deux bureaux de Poste de la commune. Cette situation est intolérable et va à l'encontre de tout bon sens d'aménagement du territoire.

Par sa position transfrontalière, HENDAYE fait face à des problématiques particulières : plus de 6 000 de nos concitoyens sont de nationalité espagnole, la moitié des élèves scolarisés dans nos écoles et collèges sont hispanophones, et la commune connaît une croissance continue de sa population. Voir le service public disparaître alors que la démographie augmente est incohérent.

La défense du service public est au cœur du débat politique et est exacerbée par les mouvements sociaux récents. J'ai, à plusieurs reprises, en tant que Maire d'HENDAYE, sollicité vos représentants (Sous-Préfet, Préfet, Préfet de Région, Directeurs d'administrations centrales, Ministres) pour attirer leur attention sur notre situation.

Nous ne voulons pas un traitement de faveur mais la simple application du principe d'égalité républicaine.

Aux 1 440 signataires, se sont ajoutés 820 signataires sur internet, sans que non plus nous n'ayons à forcer le moins du monde pour obtenir les signatures. Cela signifie que près de 13 % de la population de notre commune s'est impliquée dans ce mouvement. Si vous aviez la même proportion pour une pétition au niveau national, vous auriez reçu plus de 8,5 millions de signataires.

Il vous faut mesurer, Monsieur le Président de la République, combien est grande l'attente de nos concitoyens. Nous attendons désormais de vous-même ou vos représentants, des actes significatifs et les réponses adaptées.

Nous choisissons la voie écrite de la raison pour vous faire passer notre message.

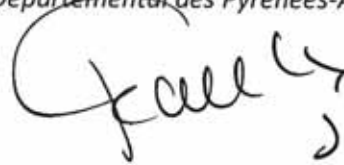
Je vous prie de croire, Monsieur le Président de la République, à l'expression de ma haute considération.

PJ / 1

*Bien respectueusement.*

*Le Maire,*

*1<sup>er</sup> vice-président de la Communauté d'Agglomération Pays Basque,  
Conseiller Départemental des Pyrénées-Atlantiques,*



*Kotte ECENARRO*

